Numéro 64

Mardi
15 janvier 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Convention nationale : un socialisme souhaitable, possible, actuel • P.c italien : l'Europe doit condamner l'U.r.s.s • Crédit Agricole : nouvelles méthodes patronales de répression • Llorca ne sera plus juge pour enfants : c'est la décision du Garde des Sceaux • «Socialisme et Economie» : une revue pour intervenir dans le débat politique • Corse : sang froid et dignité

Convention nationale extraordinaire d'Alfortville

Le projet socialiste : Une arme pour gagner

La Convention nationale d'Alfortville aura été une bonne étape sur le chemin que suit le socialisme français. Voici en effet le P.s pourvu maintenant du «Projet de société» auquel il travaillait depuis un an et demi et sur lequel tous les militants ont eu à donner leur avis.

Ce n'est pas un fait politique négligeable qu'un texte de cette portée ait été adopté à la quasi uninimité. Une seule fédération ne l'a pas formellement approuvé : celle des Yvelines où les abstentions ont été plus nombreuses que les votes positifs.

Il est plus important encore que la stratégie unitaire n'ait pas été remise en cause, comme certaines déclarations récentes le laissaient entendre, à la suite du ralliement spectaculaire de la direction du P.c aux thèses soviétiques, après l'invasion de l'Afghanistan.

Une arme pour gagner

Beaucoup de commentateurs déplorent cette fermeté dans le maintien de la ligne, mais leurs regrets sont autant d'encouragements, d'autres sont bien déçus de n'avoir pas assisté aux affrontements qu'ils prédisaient car ils préfèrent un Parti socialiste divisé et hésitant plutôt qu'uni et résolu. Comme le disait - à peu près - François Mitterrand, ceux-là aiment bien quelques socialistes mais détestent le socialisme. Il faut qu'ils se fassent une raison : cette fois encore, c'est le socialisme qui a gagné. Mieux, il s'est donné les moyens de ses prochaines conquêtes. Car, même si cela n'a pas été bien perçu par tout le monde, le «Projet» sera l'arme du combat pour les présidentielles.

Personne n'en changera plus le modèle ni le calibre. Et cette arme ne restera pas au ratelier ou à la bretelle. Ceux qui l'ont voulue l'ont forgée pour s'en servir. Et pour gagner.

Georges Fillioud

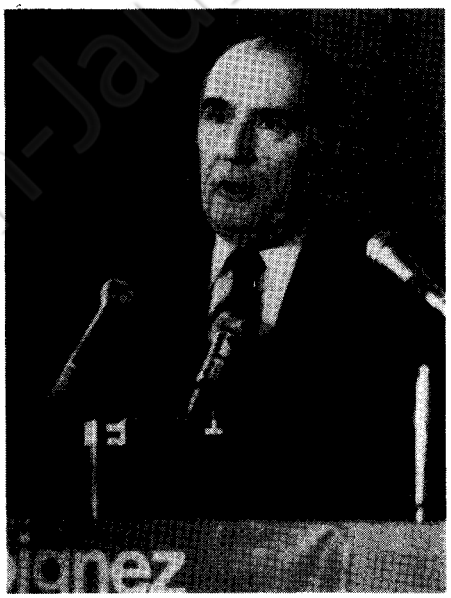


Photo Luc Veyri

épinglé

«Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que le Parlement conserve le rôle d'avis, de contrôle et de vote qui doit être le sien».

Raymond Barre, à l'Assemblée nationale.

Un socialisme souhaitable possible, actuel

C'est par une très large majorité que la Convention a adopté dimanche le Projet socialiste.

Dès samedi après-midi, à l'ouverture du débat général, Jean Pierre Chevènement avait situé «le sens, la logique et la cohérence» d'un texte dont il avait assuré la responsabilité politique de la préparation.

Ensuite Jean Poperen a exposé avec grande rigueur et profondeur d'analyse les évènements récents dans le champ de la politique internationale et de leurs conséquences intérieures : «Aujourd'hui je me demande si les dirigeants communistes ne pensent pas que la crise du monde occidental a atteint un tel degré que le dénouement de nos problèmes intérieurs viendra d'une façon ou d'une autre, de la progression générale du camp dirigé par l'U.r.s.s, ce qui pose le problème de l'alliance avec le P.c.f.

«Mais y a-t-il une alliance de rechange ? Non, sauf pour une politique de rechange, celle qui avait conduit à la décrépitude du socialisme en France (...) Ou bien nous nous lasserons de notre effort, nous acherons prise et ce sera à nouveau la décadence et sans doute la crise de la gauche socialiste, et les dirigeants néo-staliniens prendront un nouveau bail, ou bien nous tiendrons bon et ce sera la contradiction portée jusqu'à la crise entre le système néo-stalinien et les aspirations populaires».

Jusqu'où ira le P.c ?

Lionel Jospin a confirmé ces propos : «Est-ce qu'il ne faut pas plutôt être forts, patients, attentifs aussi aux opportunités ? Est-ce que nous ne devons pas être plutôt le môle sur lequel viendront s'accentuer et s'accroître les contradictions qui surgissent partout au P.c ? Ou c'est nous qui bougeons, ou ce sera eux. J'ai assez confiance pour savoir que nous saurons être patients».

Après de nombreux orateurs, dont Paul Quilès qui défendit l'option nucléaire qui devait récolter près de 60% des suffrages, à la reprise des débats de dimanche, on entendit les principaux leaders.

(suite page 2)

Fondation Jean-Jaurès

CONVENTION D'ALFORTVILLE

(suite de la première page)

Les principales interventions des leaders

Pierre Mauroy : «Le P.c est entré dans un processus d'isolement dans lequel l'union de la gauche n'est plus qu'une encombrante hypothèse. Je ne sais pas jusqu'où ira le P.c, mais je sais où conduit la logique de son attitude actuelle : tous ceux que l'élan unitaire avait rassemblés, combien de temps encore seront-ils privés du gouvernement auquel ils ont droit ? (...) Il est urgent que la gauche française retrouve et mette en oeuvre une stratégie de conquête du pouvoir d'état. Dans l'unité, la clarté et la crédibilité.

«Le Projet, nous le votons aujourd'hui dans ce souci d'unité. Mais cette unité serait peu de choses si elle n'était pas suivie d'une dynamique de tout le Parti. Aujourd'hui, la tenue de notre Convention s'apparente plus à l'échange d'idées qu'à l'amorce d'une dynamique. Si cette dynamique nous échappe à présent, elle devra être au rendez-vous de la Convention sur les orientations de la campagne présidentielle à venir. Et la différence entre la majorité et l'unanimité, c'est la victoire».

Préciser et approfondir le Projet

Michel Rocard : «certains voudraient *nous faire croire qu'il y a dans notre Parti* deux lignes politiques fondamentalement différentes et qui s'opposent. L'élaboration du Projet peut justement être l'occasion de montrer que des différences (d'attitudes et de comportements) ne recouvrent pas une opposition fondamentale sur la ligne».

Il voit quatre raisons pour préciser et approfondir le Projet :

1) Une très ancienne faiblesse du socialisme consistait justement en une absence complète de toute relation entre les programmes à court terme, et la vision à long terme.

2) Le monde change vite - Il faut ajuster et modifier notre vision à long terme (en fonction de ces changements)

3) Fixer notre Projet dans la durée, c'est aussi déterminer la pratique sociale par laquelle nous convaincrons les forces agissantes de ce pays de ce que leur lutte peut et doit se reconnaître et s'inscrire dans la volonté de changement que représente la gauche.

4) Enfin, une élaboration démocratique du Projet pourrait,peut ici même contribuer à l'unification réelle de notre Parti. Malheureusement l'effort n'est pas tout à fait à la hauteur des ambitions, l'intention ne fut pas toujours unificatrice, la rédaction fut inutilement longue, pédante et compliquée. Enfin et surtout, le résultat n'est pas indispensable».

Ensuite Michel Rocard a proposé un éclairage du Projet en fonction de ces remarques générales.

Forme supérieure de la démocratie

Enfin François Mitterrand a conclu le débat général. Il commença son discours en ces termes :

«Le socialisme est-il souhaitable ? Le socialisme est-il possible ? Le socialisme est-il actuel ? C'est à ces questions que répond le Projet socialiste».

Développant sa réflexion à partir de ces trois questions et précisant que pour lui «le socialisme c'est la forme supérieure de la démocratie et non pas la forme achevée de la bureaucratie», il évoqua successivement la démocratie politique institutionnelle, les droits et les libertés collectifs, la croissance, la dimension nationale.

Sur ce dernier sujet, il eut cette phrase : «La France est un lieu inspiré pour signifier un certain message à travers la vie du monde et, en tout cas, si l'on me disait qu'il n'était pas inspiré, je répondrais que moi, il m'inspire». Ce qui l'amena à définir les principes d'une politique extérieure qui doit d'abord se poser en termes précis de caractère international, par l'arbitrage, le désarmement et la sécurité collective.

Sur cette base, il passa en revue l'Europe («Il faut tenter de faire l'Europe, sans nuire à nos intérêts») les rapports avec le Tiers Monde («Il faut trouver une définition aussi riche que possible à ce qu'on appelle le dialogue Nord-Sud, définir une *politique méditerranéenne») pour en venir* aux évènements de l'Iran et de l'Afghanistan. Après avoir analysé lès différentes hypothèses des raisons de l'intervention soviétique à Kaboul, il conclut : «Je ne crois pas que les deux super-puissances veulent atteindre leur sanctuaire, courir pour elles le risque de la mort, il est donc des limites qu'elles vont tout aussitôt cerner, ou bien pressentir».

L'unité se construit chaque jour

Cela l'amena à l'analyse des réactions françaises. Du P.c.f d'abord : «je vois dans l'intervention de Georges Marchais la preuve ultime qu'en vérité depuis quelque temps, en tout cas à la veille de la rupture de la gauche pour des raisons qui tiennent à des données internationales, et pas seulement à la défense des travailleurs selon leur conception, et pas seulement à l'idée qu'ils se font du devenir de la France». Sur le gouvernement français : «le droit est une grande force et on n'attend pas quinze jours pour opposer à la force des armes la protestation des consciences».

En fin d'intervention, il rejeta la demande d'une Convention nationale au printemps pour la candidature socialiste à la présidence de la République : «Ne nous donnons pas le ridicule d'offrir à nos adversaires des cibles inutiles. Chacun de nous a pris une sorte d'engagement moral de ne pas entretenir la préparation d'une décision que personne ne demande. -J'ai confiance dans notre volonté. L'unité toujours à bâtir, elle se vit, elle se construit chaque jour. Vous ne croyez pas, vous, à la volonté lorsqu'elle est fondée sur la conviction ?»

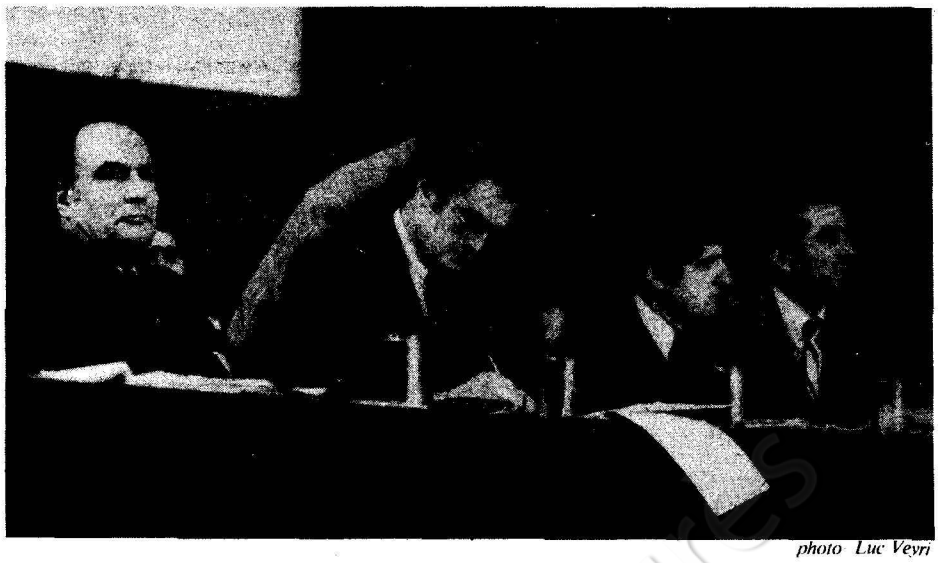


photo Luc Veyri



Photo Luc Veyri

Strasbourg : le P.c.i condamne

Le P.c.i veut obtenir au Parlement européen la réprobation de l'intervention soviétique en Afghanistan. Pour les communistes italiens, l'intervention soviétique en Afghanistan «constitue une violation envers les principes *d'indépendance et de souveraineté* nationale !». Ils l'avaient déjà dit. Mais ce qui est nouveau, c'est qu'ils prennent l'initiative d'une condamnation européenne.

Double divorce avec le P.c.f ! Dans la réprobation elle-même. Et dans la recherche d'une décision européenne qui sera elle jugée place du colonel Fabien comme «une atteinte à la souveraineté nationale» ?

CONVENTION D'ALFORTVILLE

Résolution sur la Corse

La situation actuelle de la Corse se caractérise par une réalité économique, politique et sociale qui fait d'elle une région sous-développée.

Dans le même temps, son identité culturelle est niée, les libertés sont atteintes, et ainsi la démocratie politique entravée.

Le système capitaliste dont la seule logique est celle du profit, et le pouvoir politique de droite, centraliste, et autoritaire sont responsables de cette situation. Ses intérêts de classe empêchent de répondre aux besoins et aux aspirations des travailleurs, en premier lieu celle de vivre, travailler, décider en Corse.

Le peuple corse, économiquement exploité, soumis peut-être plus que d'autres à l'aliénation, à l'oppression de l'idéologie dominante parce qu'il est en train de perdre sa langue et sa culture, refuse dans ses forces vives la perpétuation de cet état de choses.

Le Parti socialiste rappelle sa condamnation constante de la violence comme moyen du combat politique. Il ne reprend pas à son compte la revendication indépendantiste, mais rappelle que dès 1976 il a déposé une proposition de loi portant statut particulier de la Corse.

Le pouvoir giscardien, incapable, de par sa nature, de répondre aux aspirations légitimes des Corses, leur a refusé la justice qu'ils réclament. Les évènements de Bastelica et leurs conséquences tragiques étaient donc, hélas, prévisibles.

Dans cette affaire, le pouvoir porte une écrasante responsabilité. En effet, ses représentants ont accumulé les mesures maladroites et provocatrices et se sont livrés à des déclarations dénuées de toutes humanité.

Le Parti socialiste, parce qu'il recherche l'apaisement et qu'il ne saurait tolérer l'injustice demande :

— la suppression de la juridiction d'exception qu'est la Cour de Sureté de l'Etat ;
— la libération des militants corses, arrêtés à l'occasion de ces évènements et la suspension des poursuites tant que ne sera pas garantie une justice égale pour tous ;
— le retrait du gigantesque dispositif policier repressif mis en place ces jours derniers.

Le Parti socialiste a déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale une résolution portant création d'une commission d'enquête parlementaire, afin de faire toute la lumière sur ces tragiques évènements et sur leurs causes directes et indirectes.

Au delà de ces évènements, le P.s dit aux forces vives du peuple corse qu'il n'y a pas de fatalité du sous développement, comme il n'y a pas de fatalité du chômage comme il n'y a pas de fatalité de la violence.

Il veut rendre l'espoir à tous ceux qui cherchent, s'interrogent et qui veulent changer les choses. Il veut mener avec eux et pour eux le combat pour la fin de leur exploitation et de leur aliénation. Il les appelle et principalement la jeunesse corse et les travailleurs, à l'action politique responsable organisée avec la gauche, avec le Parti socialiste pour aboutir à la prise du pouvoir politique seul capable de construire la Corse nouvelle dans de nouveaux espaces de libertés.

(Proposée par les Fédérations corses, approuvée à l'unanimité).

Résolution sur les problèmes agricoles

Considérant que notre Parti, à l'occasion de cette convention nationale, a réaffirmé son souci de prendre en compte les problèmes agricoles de notre pays :

Conformément à l'important travail déjà effectué par notre Commisison nationale agricole, et suite au mandat donné, la Convention décide :

— de mandater le Comité Directeur pour que l'ensemble du parti prenne en charge la diffusion et la popularisation de nos propositions seules capables de répondre aux questions que se posent les agriculteurs de notre pays, et à leur attente.
— qu'a cet effet, il sera tenu des « journées nationales agricoles » du Parti socialiste préalablement préparées par des journées régionales.

(Proposée par Bernard Thareau et Georges Sutra, approuvée à l'unanimité).

Les votes à la Convention

1. Le Projet socialiste a été adopté par 84,97 % des mandats et 96,53 % des votes exprimés.

2. L'unique amendement qui proposait de supprimer un paragraphe relatif à l'analyse des conséquences de mai 1968, a été proposé aux votes sur base d'un texte Beregovoy qui a obtenu 58,64 % des votes, et d'un texte Pierre Uri qui a obtenu 35,45 %.

3. L'option nucléaire faisait l'objet de trois propositions. C'est la première, qui admet le recours à l'énergie de fabrication nucléaire, mais est hostile à l'emploi des surrégénérateurs, qui a finalement été adoptée avec 59,85 % des mandats. L'option nucléaire inconditionnelle a réalisé 17,38 %, et l'option antinucléaire 14,65 %.

UNE NOUVELLE REVUE «Socialisme et économie»

«Revue d'économistes qui sont surtout des militants socialistes, *Socialisme et Economie* sera un moyen pour des batailles politiques et idéologiques dont tout laisse à prévoir qu'elles se durciront encore, tant contre la droite qu'à l'intérieur même de la gauche. Ce premier numéro est celui d'un lancement.

Il doit permettre de poser les questions. (...) Le chemin choisi est celui d'une construction collective progressive pour que le socialisme s'impose en France et en Europe».

C'est ainsi que Pierre Joxe conclut son éditorial du numéro 1 de la nouvelle revue *Socialisme et Economie. (1)*

Il situe le cadre du travail de la rédaction tant au niveau social, économique, national qu'européen.

Il s'agit d'une revue économique qui veut intervenir dans le débat politique, afin, notamment, de donner au Projet socialiste une crédibilité internationale.

La rédaction s'est, dès le départ, adjoint des collaborateurs anglais, allemand, portugais et italiens.

(1) *Socialisme et Economie, 5 rue Viollet le Duc - 75009 Paris. Le numéro : 18 F.*

ELECTIONS PARTIELLES

Municipales

Sables d'Olonne (2e tour)

Quatre sièges étaient à pourvoir à la mairie des Sables d'Olonne (Vendée) à la suite du décès du maire (U.d.f), de deux conseillers municipaux et d'une démission.

Les résultats sont les suivants : Inscrits 12718 ; exprimés 6386. Ont obtenu : Union de la gauche 2879 (45,68 %) ; U.d.f 1809 (28,32 %) ; R.p.r 1651 (25,85 %).

On remarque que, par rapport à 1977, la liste d'Union de la gauche progresse de 15 % ce qui permet à ses quatre conseillers d'être élus. Au premier tour, la liste d'Union de la gauche avait obtenu 37,63 %, l'U.d.f 28,36 %, le R.p.r 23,82 %divers droite 8,96 %.

Cantonale

Saint-Affrique (Aveyron) (2etour)

Inscrits 9188 ; exprimés 6411 ; P. Roques (Majorité) 3608 voix, élu ; D. Alibert (P.s) 2803 voix.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Télé P.S:

BONJOUR LE VAL DE MARNE, BONJOUR LE BAS RHIN;

VOICI RIPOSTE, A L'ESSAI POUR UNE SEMAINE.

LISEZ-LE, JUGEZ-LE ET... ABONNEZ-VOUS!

La direction du Crédit Agricole et le dialogue social

Accuser de vol, licencier, tabasser, expulser

Bien plus que les hold-up contre lesquels ils équipent leurs agences, bien plus que les petits chèques qui «coûtent» plus qu'ils ne «rapportent» et contre lesquels ils ont inventé la taxe aux comptes modestes, les dirigeants des grandes banques redoutent les mouvements sociaux dans leurs services informatiques.

Entièrement dépendants du fonctionnement des ordinateurs, les établissements bancaires et financiers ont une bête noire : la grève des services qui traitent chaque jour plusieurs millions d'opérations. Cette trouille panique de la paralysie peut seule expliquer l'incroyable aventure dans laquelle s'est lancée la direction du Crédit Agricole. Voyons les faits.

La longue et dure grève des informaticiens du Crédit Lyonnais était encore dans toutes les mémoires lorsqu'en octobre dernier, un conflit éclate au service informatique du siège national du Crédit Agricole.

Pour éviter un blocage général, la direction esquisse un repli stratégique avant de décider la «réorganisation» du secteur qui prévoit licenciements et mutations. Deux opérateurs syndicalistes C.g.t sont particulièrement visés. Ils sont bientôt accusés de vol : un classeur neuf et une ramette de papier constituent les objets du délit !

Pour attirer l'attention sur ce qu'ils estiment être un complot, Jean Michel Benites, 32 ans, et Jean Engeldinger, 56 ans, entament le 7 janvier une grève de la faim dans les locaux du Comité d'Entreprise, au siège du Crédit Agricole. Toutes les tentatives de médiation, de quelque organisation syndicale qu'elles viennent, se heurtent aux refus des dirigeants . Manifestement décidée à aller jusqu'au bout, la direction du personnel adresse le 10 janvier leur lettre de licenciement à Benites et Engeldinger.

L'affaire grossit alors et le personnel, dans sa grande majorité, soutient les grévistes de la faim et souhaite leur réintégration.

Mais les choses vont encore se gâter. Rendus furieux par la solidarisation croissante opérée autour de ce conflit, la direction décide une opération sans précédent.

Dimanche vers 13 h, sont présents au siège de la banque les deux grévistes de la faim et quelques militants C.g.t qui les soutiennent, les trois gardiens surveillant les accès de l'établissement et, comme par hasard, le directeur du personnel et un directeur adjoint connu pour ses idées «libérales avancées».

C'est alors que d'une estafette de location (Mattei) vêtus comme les vigiles d'une société de gardiennage (O.g.s), qui entrent sans difficulté dans l'établissement, vont droit au local où se trouvent les grévistes de la faim, passent tous les présents à tabac et emmènent de force Benites et Engeldinger dans l'estafette où ils sont de nouveau molestés.

Benites, mal en point, est ensuite déposé devant l'hopital Saint Antoine. Engeldinger, lui a été bousculé jusqu'à sa voiture, dont un des membres du commando a pris le volant pour le ramener jusqu'à son domicile.

Depuis, les trois gardiens présents au moment des faits, qui «n'avaient pas réussi à appeler la police» lors de l'intrusion du commando, sont «introuvables». Le standard téléphonique a été coupé dimanche après-midi et une partie de la matinée de lundi. Lorsqu'il a été rétabli, ni la Direction générale, ni le service du personnel «ne pouvaient répondre aux questions des journalistes».

Lundi matin, l'ensemble des organisations syndicales convoquait le personnel, «scandalisé par ces méthodes», en assemblée générale pour l'après-midi même et déposaient plusieurs plaintes auprès du Procureur de la République. A suivre...

Obsèques des victimes d'Ajaccio - Manifestations dans toute l'île

Corse : dignité n'est pas résignation

Si le pouvoir avait accepté de procéder à l'arrestation d'Alain Olliel et Pierre Bertolini dès dimanche dernier, alors que le collectif des habitants de Bastelica, qui les détenait, demandait à remettre les deux hommes aux juges d'instruction, trois vies humaines auraient été épargnées. C'est un fait, indiscutable, et sur lequel il faudra s'expliquer, faute de se justifier.

Mais on n'a pas enterré le problème corse avec les morts de la nuit tragique d'Ajaccio. Et il ne se réduit pas à ce que le Premier ministre, avec sa délicatesse coutumière, qualifiait hier encore de «quelques prurits d'autonomie».

La grève générale de jeudi, faisant de la Corse une île morte, a été une première réponse à ces propos. Depuis, les Corses ont enterré leurs morts, ont manifesté par milliers à Ajaccio et dans les autres villes à l'appel de leurs organisations politiques, syndicales et professionnelles, et ont fait, eux, la démonstration de leur sang froid et de leur dignité. Exaspérés par les promesses jamais tenues, le quadrillage policier et militaire, le terrorisme et le noyautage par les organisations parallèles qui sont désormais leur lot quotidien, ils attendent encore du pouvoir une vraie réponse à leurs vrais problèmes. Avant que la violence n'éclate à nouveau. *(Voir page 3 le texte de résolution)*

L'étrange procès de Philippe Llorca

«Vous voulez prendre la parole ? Vous savez, c'est symbolique. Si vous n'avez rien à dire, ce n'est pas plus mal !». Cette réflexion de Pierre Bellet, président de la Cour de Cassation du Tribunal de Paris, illustre et résume le procès de Philippe Llorca, juge pour enfant à Verdun, qui comparaissait vendredi devant le Conseil supérieur de la Magistrature.

Philippe Llorca était accusé d'avoir «favorisé la fuite» de deux jeunes délinquants. Mais l'enquête a établi qu'à la date où ils avaient quitté Verdun, aucun d'entre eux ne faisait l'objet d'une poursuite.

Philippe Llorca était également accusé d'avoir laissé l'un des deux garçons fumer, chez lui, du hashisch. Llorca nie avoir été au courant mais M. Rocca, directeur des services judiciaires de la Chancellerie, refuse de le croire et lachera, pour le démontrer, la deuxième perle de cet étrange procès : «La meilleure preuve que Llorca savait que B. fumait du haschisch chez lui, c'est que ce dernier est mort par overdose quatre mois plus tard» - C.q.f.d ! Et pour que les choses soient bien claires, le même M. Rocca d'ajouter : «Les poursuites n'ont rien à voir avec la manière dont il remplissait sa fonction».

Mais Philippe Llorca appartient au Syndicat de la Magistrature : mais, parce qu'il prétendait aider plutôt que réprimer les jeunes dont il avait la charge, il était depuis plusieurs mois en conflit ouvert avec son chef de juridiction ; mais il portait des cheveux longs et on l'a vu, dans Verdun, en jeans et en sabots... Rien de tout cela, bien sûr, n'a été évoqué devant le Conseil de la Magistrature, qui a d'ailleurs refusé de connaître le dossier professionnel (excellent) de Llorca, s'est montré choqué qu'il ait fait appel, pour sa défense, à des avocats et prétende, qui plus est, s'exprimer lui-même sur les accusations dont il était l'objet.

Philippe Llorca, suspendu de ses fonctions, ne sera plus juge pour enfants, et fera ultérieurement l'objet d'une mutation. La magistrature française qui, comme le rappellait récemment le Garde des Sceaux, «n'a de leçons à recevoir de personne», a démontré vendredi quelle image d'elle-même elle entendait préserver et à quel prix.

Le Syndicat de la Magistrature se réunira en congrès extraordinaire pour décider de la réponse à donner à ce jugement qui apparait, dans sa brutalité, comme une véritable provocation.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.